Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-316** **21/04/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : 11 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle » et « Mad »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de directeur.rice adjoint
Date limite de candidature : 13/05/2022

- 1 poste de chargé.e d'action recrutement et développement RH
Date limite de candidature : 20/05/2022

FranceAgrimer :

- 1 poste de gestionnaire territorial administratif
Date limite de candidature : 12/05/2022

- 1 poste d'adjoint.e à la cheffe de l'unité
Date limite de candidature : 05/05/2022

- 1 poste d'administrateur.rice informatique réseaux et sécurité
Date limite de candidature : 05/05/2022

- 1 poste de responsable de l'Unité Contrôles
Date limite de candidature :12/05/2022

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé.e de mission « animation territoriale et projets »
Date limite de candidature : 16/05/2022

- 1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 15/05/2022

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne :

- 1 poste d'assistant.e - Bruxelles
Date limite de candidature : 20/05/2022

Office Nationale des Forets :

- 1 poste de chargé des relations avec les collectivités territoriales
Date limite de candidature : 15/05/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

BELLEGUIC Laurent

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-bois Cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

DIRECTEUR ADJOINT (H/F)

N° du poste : M10131 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'agence, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC. La DSDA définit et déploie les outils et procédures nécessaires à l'instruction et au paiement des aides et dispositifs réglementaires décidés par le ministère en charge de l'agriculture. Elle établit et met en œuvre les évolutions pertinentes à chaque campagne. Elle organise et pilote le travail des services instructeurs (principalement directions départementales des territoires – DDT) et veille au bon déroulé des opérations et au respect des calendriers de chaque campagne. Elle appuie et conseille le ministère en charge de l'agriculture quant aux impacts opérationnels des évolutions réglementaires envisagées.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste participe en relation étroite avec le directeur et le directeur adjoint de la DSDA au pilotage des travaux de la direction et aux relations avec les partenaires extérieurs. Il est responsable plus particulièrement de certains sujets en fonction de son profil et de la répartition entre lui et le directeur et le directeur adjoint, tout en suivant et en étant associé pour autant à l'ensemble des sujets. A ce titre, il peut représenter la direction auprès des partenaires extérieurs et remplace le directeur lors des absences de celui-ci.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le titulaire du poste participe à la réalisation de l'ensemble des missions du directeur en lien étroit avec celui-ci et le directeur adjoint, à savoir en particulier :
- pilotage et management des agents et services de la direction ;
- échanges réguliers avec le ministère en charge de l'agriculture (plus particulièrement avec la DGPE), notamment pour connaître les évolutions réglementaires à mettre en œuvre, pour contribuer aux réflexions quant aux évolutions à venir en analysant leurs impacts opérationnels potentiels, et pour suivre le déroulé des campagnes et prendre en bonne intelligence les décisions utiles ;
- pilotage de la définition des évolutions à apporter au système d'information de gestion des aides directes de la PAC (Isis-telepac) et de l'expression de ce besoin auprès du prestataire informatique en charge de la maîtrise d'œuvre ;
- suivi des travaux du prestataire, hiérarchisation des priorités, décisions concernant les calendriers détaillés de la campagne ;
- pilotage de l'établissement des procédures d'instruction et de la transmission de celles-ci aux services instructeurs, suivi et pilotage de l'activité de ceux-ci et du respect des calendriers ;
- pilotage des opérations de liquidation et d'ordonnancement des aides ;
- pilotage des opérations contractuelles (appels d'offres, passation et exécution des marchés, etc.) et financières (planification budgétaire, etc.)
- suivi des différents audits concernant les aides gérées par la direction
Le titulaire du poste peut également être amené à assurer la direction de certains projets transversaux.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Ensemble des services et agents de la direction
- Autres directions de l'ASP (direction générale, secrétariat général, direction du développement rural et de la pêche, direction des contrôles, agence comptable, service de suivi de la certification et des actions européennes et internationales…)
- Services centraux (DGPE) et déconcentrés (DDT(M)/DAAF, DRAAF) du ministère de l'agriculture
- Prestataire informatique en charge de la maîtrise d'œuvre du système d'information Isis-telepac
- Autres organismes payeurs (FAM, ODARC, etc.), autorités de gestion du Feader (Régions), agences de l'eau
- IGN
- Corps d'audit
- Plus ponctuellement : organisations professionnelles agricoles, organismes payeurs d'autres Etats membres, services de la Commission européenne, etc.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de la politique agricole commune souhaitée.
- Une expérience de pilotage ou de gestion d'aides de la PAC serait un atout
- Appétence pour les sujets technologiques ou informatiques.
- Esprit scientifique souhaité</td><td>- Réactivité, engagement
- Capacité de décision
- Capacité de pilotage, de planification et d'organisation
- Qualités relationnelles
- Rigueur
- Capacité d'analyse et de synthèse</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : - Madame Véronique LEMAIRE CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél :01 73 02 18 18 – veronique.lemaire-curtinot@asp-public.fr - Monsieur Antoine ERHEL - Directeur adjoint de la DSDA- Tél : 01 73 02 17 86 antoine.erhel@asp-public.fr Pour des questions relatives à l'aspect administratif et RH du recrutement : - Madame Sandrine DUPUY - DRH/SEEC – Conseiller en recrutement, mobilité et formation - Tél : 05 55 12 00 33 - mobilite@asp-public.fr
Dépôt de candidature	Adressez votre candidature (lettre de motivation, curriculum vitae et dernier arrêté précisant corps, grade et échelon) à : mobilite@asp-public.fr La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **13 mai 2022**.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
2, rue du Maupas 87000 Limoges

Direction des Ressources Humaines

Chargé d'action recrutement et développement RH (H/F)

N° du poste : L02005 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP ASP : 4**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement (ASP) accompagne les décideurs publics au niveau européen, national et territorial. Elle s'engage pour l'intérêt général, au service d'une société plus durable et plus solidaire. Organisme public de référence, l'ASP a plus de 50 ans d'expérience dans la mise en œuvre de politiques publiques. Elle a versé 40 milliards d'euros d'aides publiques en 2020. Elle est le principal partenaire du Plan France Relance et le premier payeur européen d'aides agricoles. Elle gère 200 dispositifs dans des domaines variés : social, environnement, innovation, agriculture, développement rural, emploi, solidarité, investissements dans les compétences, handicap, culture… Elle est au cœur de la transformation de l'action publique. Elle imagine et construit les services publics de demain. Elle compte plus de 2 000 agents, en France métropolitaine et dans les DOM. Vous rejoindrez la Direction des Ressources Humaines (DRH) qui constitue l'une des 3 directions du Secrétariat Général (SG) de l'ASP. Le poste est rattaché au Service Evolutions et compétences (SEEC). Ce service assure la gestion des carrières (recrutement, mobilité, promotions, entretiens professionnels) et de l'accompagnement des carrières (formation notamment) des agents de l'ASP.
Objectif du poste	Le SEEC a pour mission de recruter les talents nécessaires au maintien d'un niveau d'excellence de l'Agence et de les accompagner tout au long de leur parcours professionnel. Vous intégrerez une équipe polyvalente et vous contribuerez au développement de l'attractivité des différents métiers de l'ASP à travers des actions de communication et le développement de partenariats.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Participer au processus de recrutement sur les emplois permanents et temporaires de la définition du besoin jusqu'au choix du candidat : • Accompagner les directions dans la définition de leurs besoins ; • Participer à la rédaction des fiches de poste et les rendre attractives et compréhensibles aussi bien pour des candidats issus de la fonction publique que du secteur privé ; • Accompagner les acteurs RH dans la sélection des profils à recruter, identifier les profils adaptés, détecter les potentiels (sourcing) ; • Assister aux entretiens de recrutement avec les services métiers ; • S'assurer de la bonne compréhension par les acteurs du recrutement des conditions et des modalités de mise en œuvre du processus. Participer à la définition de la stratégie globale en matière de recrutement et au développement de la Marque Employeur : • Prospecter en vue d'établir de nouveaux partenariats et de développer un réseau (écoles, universités…) ; • Effectuer une veille événementielle sur les actions de promotion et de recrutement (salons, forums, journées thématiques…) ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Accompagner la conduite du changement et de la modernisation de la fonction recrutement pour tous les acteurs RH :

• Participer à la définition d'indicateurs pertinents pour valoriser l'activité du service et contribuer au pilotage des outils de suivi ;
• Participer aux travaux de refonte du Guide du recrutement de l'Agence et à la professionnalisation des différents acteurs RH ;
• Optimiser les outils de gestion du service et les tableaux de bord et proposer des solutions innovantes ;
• Proposer des mesures d'adaptation pour faire évoluer les process afin qu'ils soient toujours en adéquation avec les préconisations des audits internes ;
• Participer à l'optimisation de la communication sur l'activité recrutement au sein de l'Agence (intranet « My ASP ») ;

Participer aux projets transverses RH (SIRH notamment).

Venir en appui sur la gestion des recrutements de titulaires ou de contractuels.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les directions du siège, les directions régionales, les services du MAA, les agents de l'ASP, les interlocuteurs divers gérant les mobilités des agents entrants</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td></td><td>Connaissance du statut général de la fonction publique,

Connaissance des textes relatifs aux recrutements des agents titulaires et non titulaires,

Connaissance des concepts et enjeux des ressources humaines,

Prévention des discriminations

Maîtrise des outils bureautiques,

Connaissance et utilisation des réseaux sociaux professionnels

Technique d'entretien.</td><td>Capacité à gérer des relations opérationnelles à haut niveau,

Capacité d'animation et de gestion en mode projet,

Capacité à convaincre et à argumenter vos décisions,

Mettre en œuvre et faire appliquer des règles et procédures,

Posséder une grande aisance rédactionnelle,

Faire preuve de discrétion professionnelle,

Sens de l'initiative, de l'anticipation,

Autonome, organisé et pédagogue,

Esprit d'équipe,

Faire preuve de réactivité et d'adaptation face aux urgences ou changements.

Planifier</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Valérie KLEEFSTRA, cheffe du service
Tél : 05 55 12 07 12
Courriel : valerie.kleefstra@asp-public.fr

Mme Emilie ABELLO, adjointe à la cheffe du service
Tél : 05 55 12 00 72
Courriel : emilie.abello@asp-public.fr</td></tr>
<tr><td>Modalités de candidature</td><td colspan="2">Adressez votre candidature (lettre de motivation, curriculum vitae et dernier arrêté précisant corps, grade et échelon) à : mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 mai 2022.</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORET

PAYS DE LA LOIRE

Gestionnaire territorial administratif

DRAAF Pays de la Loire/Service régional de l'économie agricole et des filières (SREAF) /Pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles

N° appel à candidature : 20320	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 17 – administration générale	
Poste vacant au 01/10/2022	**Localisation :** Angers (49)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le Service régional d'économie agricole et des filières des Pays de la Loire regroupe les missions de la DRAAF (animation des filières agricoles, missions relatives à l'environnement, à la forêt et aux affaires rurales) et les missions de FranceAgriMer (FAM) en service territorial. Le pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles est composé uniquement d'agents FAM en charge de l'instruction des aides de l'OMC vitivinicole, de la mission Bois et plants de vigne, et des contrôles (administratifs et terrain) dans les filières viticoles, fruits et légumes, céréales, élevage, programme sociaux, etc.

Objectifs du poste

- Analyser, instruire et mettre en paiement des dossiers de la filière viticole (OCM Vin)
- Aider (avec d'autres collègues) au secrétariat et à la logistique du pôle FranceAgriMer

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Missions et activités principales :

- Instruction des dossiers d'aide de l'OCM Viti-vinicole : mesure de Restructuration du vignoble. La restructuration du vignoble est une aide qui vise à permettre aux viticulteurs de développer la compétitivité de leurs exploitations viticoles et d'adapter leur production aux évolutions du marché (aide à la plantation de parcelles de vigne).
  Le gestionnaire a en charge l'instruction des demandes d'aide et de paiement. Il renseigne et accompagne les usagers dans le dépôt de leurs demandes. Il a des relations étroites avec les techniciens qui contrôlent physiquement les demandes d'aide. Poste permettant de travailler en grande autonomie, avec appui du responsable de l'instruction des dossiers de l'OCM Viticole.

- Instruction des dossiers Vins Sans Indication Géographique (VSIG). Délivrance des agréments et certificats par télé procédure.

- Visas des contrats d'achat de vin. Enregistrement et délivrance des contrats d'achat. Saisie des données dans un logiciel dédié à des fins statistiques.

- En alternance avec d'autres agents du pôle :

  - Accueil et standard : orienter les visiteurs et les appels téléphoniques vers les services concernés. Enregistrement informatique du courrier et distribution dans les services.

  - Aide logistique en appui à l'adjoint au chef de pôle (commandes de fournitures, enregistrement des arrêts maladie, gestion de l'archivage de FranceAgriMer sur le site d'Angers, accueil des entreprises de maintenance, suivi kilométrique des voitures de service, etc)

Relations fonctionnelles du poste :

- Relations avec les professionnels, les structures professionnelles des filières, et les partenaires administratifs
- Relations avec les services du siège de FranceAgriMer

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
- Connaissance des guides de procédure pour les interventions faisant partie du portefeuille du poste - Connaissance du contexte d'organisme payeur	- Sens de l'organisation - Connaissance des outils informatiques et bureautiques nécessaires ou spécifiques à l'activité - Bon relationnel, rigueur et disponibilité

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat si candidat contractuel

Contraintes du poste :

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Madame Patricia BOSSARD, responsable de service du SREAF - Numéro de téléphone : 02.72.74.71.70
Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2
Mail : patricia.bossard@agriculture.gouv.fr

Madame Claire LAUGA, chef du pôle « gestion des dispositifs européens et contrôles » - Numéro de téléphone : 02.41.72.32.08 - Adresse : DRAAF Pays de la Loire 10 rue Le Nôtre - CS 74414 - 49044 Angers Cedex 1
Mail : claire.lauga@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12/05/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint.e à la cheffe de l'unité

Direction des Interventions
Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
Unité Entreprises et Filières

N° appel à candidature : 20345	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de la Direction des interventions, le service « Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières » regroupe trois unités : l'unité « aides aux exploitations et expérimentation », l'unité « entreprises et filières » et l'unité « aides de crise et apiculture ».

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'unité « entreprises et filières », composée de 10 personnes, contribue à la définition de dispositifs d'aide nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation. Un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales est également géré dans l'unité.

Objectifs du poste

Le.la titulaire du poste contribue au pilotage et à la mise en œuvre des différentes missions relevant de l'unité avec la cheffe de l'unité.
Il.elle suit et accompagne les projets présentés par les entreprises du secteur agroalimentaire dans le cadre des différents appels à projets, le financement de l'équarrissage public, l'aval des céréales ainsi que les autres dispositifs d'aides aux entreprises mis en œuvre par l'établissement.
Il.elle a également vocation à constituer une source d'expertise sur les domaines et les filières suivis.

Missions et activités principales :

En lien avec la cheffe de l'unité, la.le titulaire du poste assure les missions suivantes :

- Organiser et animer le travail de l'unité
- Préparer, en liaison avec les directions du Ministère chargé de l'agriculture, les dispositifs d'aides, les mettre en œuvre et les coordonner
- Suivre et accompagner les projets (instruction des dossiers de demande d'aide, préparation des auditions avec les porteurs de projets, conventions, engagements, liquidations des aides)
- Réaliser des diagnostics financiers d'entreprises
- Définir, mettre en place et superviser les procédures de gestion des aides
- Assurer le reporting des dispositifs (suivi des indicateurs de gestion et de paiement des aides, d'évaluation)
- Contribuer aux réponses apportées aux missions de contrôles internes et externes

L'activité de l'unité porte actuellement sur trois principaux types de dispositifs :

- Dans le cadre du volet agricole du Plan de relance, quatre appels à projets visant à soutenir des projets de modernisation d'abattoirs, des projets collectifs de structuration des filières agricoles et agroalimentaires ou des filières protéines végétales, et des projets de structuration collective de l'offre par les organisations de producteurs ;
- Par le biais du compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (CASDAR), et dans l'objectif de financer des actions relevant du programme national de développement agricole et rural (PNDAR), un appel à projets visant à stimuler la co-construction de l'innovation, entre les collectifs d'agriculteurs et les organismes de recherche, instituts techniques, organismes de développement, de conseil et de formation, et sa mise en application simultanée dans les champs techniques, organisationnels, économiques et/ou sociaux ;
- Le dispositif d' « aval des céréales », dispositif historique pour l'organisation du marché français des céréales, par lequel FranceAgriMer accorde une garantie aux collecteurs de céréales vis-à-vis des établissements bancaires, en vue de financer l'achat de céréales avec un paiement comptant aux producteurs.

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : Ministère chargé de l'agriculture (notamment la DGPE, la DGER et la DGAL) et ses services déconcentrés, SGPI, Ademe, BPI, autres ministères, corps de contrôle, représentants des filières agricoles et agroalimentaires, acteurs du développement agricole

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- En interne : Tous les services et personnels de FranceAgriMer, et principalement les délégués filières, l'agence comptable, le service informatique, les autres services de la Direction.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires
- Connaissance des environnements économique, professionnel et institutionnel propres au domaine d'activité
- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)
- Compétence en analyse financière

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à manager une équipe et à piloter l'activité
- Capacité à concevoir, construire et gérer des régimes d'aides
- Capacité à gérer des relations avec de nombreux interlocuteurs
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur, méthode et organisation, respect des délais
- Conduite de projet informatique

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ⊗ Non
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières - SIIF
☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières
☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 05/05/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur informatique réseaux et sécurité

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information / Unité Infrastructure et Production

N° appel à candidature : 20356	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 4 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités études et développements (unité « système d'information gestion des aides » et unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Sous la responsabilité du responsable du domaine réseau et en collaboration avec les autres administrateurs réseaux et sécurité du domaine réseau :
- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN.
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des dispositifs de supervision et d'administration des équipements associés.
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les instructions techniques du responsable du domaine réseau, et en collaboration avec les autres administrateurs du domaine réseau :
- Assurer l'administration des équipements LAN et WLAN
- Assurer l'administration des équipements de sécurité firewalls.
- Assurer le bon fonctionnement des liaisons opérateurs WAN et internet.
- Assurer l'administration des équipements de supervision et d'administration associés (plateforme de supervision des équipements LAN IMC, WLAN Airwave/CLEARPASS, PRTG).
- Participer à l'actualisation des inventaires techniques du domaine réseau (gestion CMDB des équipements et configurations sous GLPI).
- Participer aux projets techniques réseaux et sécurité confiés au domaine réseau.
- Assurer la supervision du bon fonctionnement des liaisons et équipements et le suivi des incidences associés (déclaration, suivi, reporting).
- Participer à la rédaction ou l'actualisation des procédures du domaine réseau.

Veille au maintien de la conformité des procédures du domaine réseau et sécurité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.

Relations fonctionnelles du poste :

L'administrateur réseaux et sécurité est en relation avec :
- Les administrateurs et le responsable du domaine réseau, voix et données.
- Les administrateurs systèmes et les responsables de l'unité production.
- L'équipe du centre de services IT (helpdesk) de FranceAgriMer.
- Les administrateurs réseaux des établissements partenaires

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance pratique des infrastructures réseaux et télécoms.
- Bonne connaissance des principes de sécurité informatique

Savoir-faire / Maîtrise

- Connaissance des équipements réseaux locaux (lan et wlan)
- Connaissance des équipements de sécurités (firewalls).
- Connaissance des équipements de téléphonie
- Gestion des risques et des incidents
- Expertise technique

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+2 minimum – expérience idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Astreintes possibles

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui ■ Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEÏS – Chef du service Systèmes d'information – Tél. : 01.73.30.26.85
sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production – Tél. : 01 73 30 23 14
b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 05/05/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET OCCITANIE

SERVICE FRANCEAGRIMER

Responsable de l'Unité Contrôles

N° appel à candidature :20358	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : Contrôles	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montpellier** 697 avenue Etienne Mehul CA Croix d'Argent CS 90077 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service FranceAgriMer de la DRAAF Occitanie est chargé de la mise en œuvre, au plan régional, des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises viti-vinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « *durabilité de l'agriculture* » et « *gouvernance des bassins économiques et la coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires* ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité.

Objectifs du poste

Assurer l'animation de l'unité contrôles composée de 30 agents au total (21 à Montpellier et 9 à Toulouse)
Piloter la mise en œuvre et le suivi des contrôles relatifs aux interventions nationales ou communautaires
Réaliser des contrôles physiques ou documentaires en entreprises et en exploitations agricoles

Missions et activités principales :

Organiser et coordonner les actions de contrôles du service en liaison avec la direction du service, ses adjoints et les responsables des autres unités du service
Coordonner l'équipe d'encadrement de l'unité : organisation, planification, suivi, supervision
Réaliser un suivi précis des contrôles à réaliser et réalisés (statistiques et tableaux de bord)
Assurer la veille réglementaire en relation avec les services du siège
Assurer la diffusion de la réglementation et des procédures auprès des contrôleurs en veillant à l'harmonisation des pratiques
Assurer le suivi des équipements de protection individuels
Superviser les contrôles effectués par les agents de l'unité
Réaliser des contrôles en entreprises et en exploitations agricoles
Assurer le lien avec le siège de FranceAgriMer (unité contrôles et le cas échéant autres unités de la direction des interventions) et les responsables contrôles des autres services territoriaux
Accompagner en tant que de besoin les corps de contrôle externes et assurer, au cas par cas, des missions d'expertise interne

Relations fonctionnelles du poste :

Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM,
Services administratifs régionaux (DGDDI, DDTM, INAO, ASP, DREETS,…)
Collectivités locales, notamment Conseil régional
Organisations professionnelles
Entreprises, producteurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissances en management
Connaissance de la réglementation viti-vinicole et des autres filières
Connaissance de l'organisation des filières agricoles régionales
Maîtrise des techniques de contrôle
Connaissance des procédures de contrôles
Connaissance des applications informatiques métiers de FranceAgriMer dont l'application SIG

Savoir-faire / Maîtrise

Savoir manager une équipe
Savoir organiser et planifier les tâches dans le respect des délais
Savoir assurer le suivi et rendre compte des activités
Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures de contrôle
Savoir lire et comprendre les documents comptables et administratifs des entreprises

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Connaissance de la comptabilité générale Connaissance du contexte organisme payeur	Savoir utiliser les outils de mesures (GPS) Maîtrise des outils bureautiques Autonomie, adaptabilité, réactivité Animation de réunion

Diplôme – Expérience professionnelle

Une expérience dans le pilotage d'une équipe de contrôleurs serait appréciée
Une compétence en ampélographie et dans la reconnaissance des maladies de la vigne serait un plus

Contraintes du poste :

Déplacements liés aux contrôles sur place et réunions sur l'ensemble de la région Occitanie et ponctuellement hors région Occitanie.
Nombreuses procédures de contrôles (plus de 20 dispositifs différents) sur diverses filières
Encadrement important

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Pierre LABRUYERE, Chef du service FranceAgriMer Occitanie
Pierre.labruyere@franceagrimer.fr – Tel : 04 67 07 81 00

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12/05/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf. : LACS - P-2022-06-RM-06

FICHE DE POSTE
Le conservatoire du littoral recrute un(e)

Chargé de mission (F/H),
au sein de sa délégation Lacs, à Limoges

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible:

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans renouvelable) ;
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697) ;
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

Description des enjeux du poste à pourvoir

La délégation Lacs du Conservatoire du littoral, localisée au Bourget-du-Lac est actuellement constituée d'un délégué de rivages, d'un agent administratif et de quatre chargés de mission spécialisés par grands secteurs géographiques (Alpes du Nord-Jura, Alpes du Sud, Grand Est et Massif Central). Près de 4 000 ha ont été acquis sur les rives des grands lacs, sur 70 sites, pour un programme d'intervention à long terme actuellement fixé à 12 300 ha.

Pour les lacs du Massif Central l'objectif principal est de préserver les vastes corridors écologiques de cette zone (risques de déstructuration paysagère et fonctionnelle). Ainsi la stratégie d'intervention foncière fait apparaître qu'au moins 10 nouveaux périmètres d'intervention pourraient être créés ainsi que plusieurs extensions, dans la continuité du travail effectué par la délégation depuis fin 2014. La réalisation de cet objectif implique une mobilisation particulière sur place et sur ce sujet sur une période de plusieurs années.

Dans un premier temps, sous l'autorité du délégué de rivages, la priorité concernera la finalisation de la mise en œuvre de la stratégie foncière dans le secteur du Massif Central et sur le démarrage des projets d'aménagement et de gestion des sites. Les attendus du poste seront appelés à évoluer en fonction des priorités de la délégation Lacs dans le Massif Central et sur les autres zones géographiques d'intervention de cette délégation.

Description des missions

Dans le cadre des enjeux ci-dessus présentés, le chargé de mission aura plus particulièrement pour activités, sur le secteur Massif Central:

Acquisition et gestion foncière

- Créer ou étendre, en relation avec les partenaires, les périmètres d'intervention et zones de préemption nécessaires à l'acquisition (zones de préemption ENS en relation avec les départements ou zones de préemption propres au Conservatoire) identifiées comme prioritaires

- Conduire des prospections foncières auprès des propriétaires fonciers, des notaires, des agents des Safer…dans le but de susciter et finaliser des projets d'acquisition puis gérer les dossiers fonciers correspondants (interne et externe) ;

Gestion intégrée et écologique des rivages lacustres

Dans ce domaine, le chargé de mission pourra être amené à amorcer la mise en place du dispositif de gestion :

- Participer au choix des gestionnaires et à la définition de la vocation des sites acquis pour une gestion écologique intégrée dans les projets de territoires ;
- Elaborer avec les partenaires les projets pour les sites et les mettre en œuvre : expertises, plans de gestion, études paysagères, travaux ;
- Mettre en place le dispositif de gestion intégrée (définition des orientations de gestion, montage et suivi des plans de gestion, évaluation, organisation des comités de gestion…) ;
- Coordonner les demandes d'usages sur les sites pour bien intégrer aux objectifs de gestion ;
- Participer à la recherche de cofinancements pour les projets.

Le chargé de mission pourra être amené à exercer des missions en dehors du périmètre géographique indiqué et à participer à des réunions au siège de la délégation (Savoie), à Paris ou à Rochefort.
Les perspectives d'évolution du poste à l'issue de la première phase de mise en place des outils fonciers et de concrétisation d'un ensemble d'acquisitions, considérées comme prioritaires, seront définies en lien avec le chargé de mission.

Profil et compétences requises

- Formation Bac + 4 ou 5 dans l'un des domaines suivants : paysage, aménagement du territoire, agriculture, développement économique local, développement rural ;
- Sens de l'autonomie et de l'initiative ; aptitudes à la négociation et la médiation ;
- Connaissances développées en matière foncière : outils juridiques, rôle et fonctionnement des structures et offices spécialisés ;
- Connaissance et motivation pour la gestion intégrée et écologique des espaces naturels, forestiers et agricoles en lien avec le développement local ;
- Compétences techniques et environnementales
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel, des services publics de l'Etat, des collectivités
- Capacité à monter des projets et à suivre et mettre en place des plans de gestion ;
- Rigueur et bonne organisation dans le travail ; Bon rédactionnel et esprit de synthèse ;
- Maitrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, Powerpoint) ;

Permis B indispensable. Nombreux déplacements sur le Massif Central et au Bourget du Lac, ponctuels sur Paris et Rochefort.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous la responsabilité directe du délégué de rivages Lacs du Conservatoire du littoral. Actuellement localisé à Limoges, il travaille en lien étroit avec l'ensemble des agents de la délégation. Il travaille également en lien étroit avec les services nationaux (direction de l'action foncière, direction de la gestion patrimoniale, secrétariat général).

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet de catégorie A accessible :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans renouvelable) ;
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697) ;
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir au 1er juillet 2022. Il est localisé à l'antenne limousine de la Dreal Nouvelle Aquitaine à Limoges, avec un bureau de passage au sein des bureaux du Syndicat mixte « Le lac de Vassivière » à Beaumont du lac (Haute-Vienne).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à faire parvenir au **plus tard le dimanche 15 mai 2022** :
En ligne : www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste : (aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse)

Jean-Philippe Deslandes, délégué de rivages Lacs ; 04 79 60 76 30
jph.deslandes@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf. : LR-P-2022-07-RM 06

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Chargé de mission « animation territoriale et projets » (F/H), au sein de la délégation Languedoc Roussillon à Montpellier

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A accessible

- Aux fonctionnaires par voie de détachement (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quais-statut (sou condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.
Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Les services du siège national du Conservatoire du littoral comprennent une soixantaine d'agents. Ils rassemblent la direction de l'établissement (localisée à Paris et Rochefort), le secrétariat général, la direction de l'action foncière et des systèmes d'information, la direction de la gestion patrimoniale.

La délégation Languedoc-Roussillon du Conservatoire du littoral est composée de 10 agents permanents et est basée à Montpellier. Elle protège environ 14 000 hectares sur une soixantaine de sites. De nombreux usages y sont pratiqués (agriculture, élevage, pêche professionnelle, chasse).

Description des missions
Au sein de la délégation Languedoc Roussillon l'agent, en tant que chargé de mission, met en œuvre la politique régionale du Conservatoire sur plusieurs sites de la délégation : animation territoriale, études, travaux et conventionnement avec les gestionnaires et les usagers, contribution à la stratégie foncière.
L'agent sera amené à effectuer les missions dites de « propriétaire » suivantes, en lien avec les gestionnaires des sites dont il aura la charge et avec le soutien de l'ensemble des agents de la délégation.

- Participation à la mise en place de comités de gestion, coordination et animation des processus de concertation locale en relation avec le délégué de rivages ou son adjointe.
- Pilotage de l'élaboration des plans de gestion et autres documents de planification et suivi de leur application.
- Elaboration et contrôle de la mise en application des conventions de gestion, d'usages et d'occupation des sites.
- Participation et représentation du Conservatoire dans les démarches territoriales sur le secteur concerné.
- Assistance des gestionnaires dans leurs tâches techniques et conseil dans leur choix.
- Pilotage des projets d'aménagement, via des maitrises d'ouvrage déléguées à des collectivités, parfois en maitrise d'ouvrage directe.
- Coordination des projets avec toutes les parties prenantes en mobilisant les expertises internes et externes, et élaboration des modalités de financement.
- Rédaction des cahiers des charges de travaux ou de prestations en amont des consultations et réalisation des analyses techniques dans les attributions de marchés.
- Suivi des chantiers et des prestations en lien avec les gestionnaires, les éventuels maîtres d'œuvre et les entreprises.

- Participation à la stratégie foncière grâce à sa connaissance des sites dans l'instruction des acquisitions.
- Participation à la mise à jour des bases de données, comptes rendus d'activités et documents d'information de la délégation.

Pour une période d'environ 3 mois en début de contrat pour cause de remplacement d'un agent en arrêt :

- Suivi administratif des conventions de la délégation
- Animation du réseau des gardes du littoral du Languedoc Roussillon en participant notamment à l'organisation des journées annuelles prévues début juin 2022.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'agent est placé sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique du délégué de rivages. Il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de la délégation et avec les services centraux du Conservatoire du Littoral (la Direction Gestion Patrimoniale notamment). Les entreprises, les maîtres d'œuvre et les gestionnaires de sites sont également des interlocuteurs réguliers.

Profil et compétences requises

•Savoir-être :

- Capacité à s'intégrer rapidement dans une équipe et en réseau, qualités relationnelles
- Organiser et structurer son temps et ses méthodes de travail, son reporting
- Bonne expression orale et écrite
- Aptitudes à la négociation, à la médiation et à la conduite de projet
- Autonomie, rigueur et esprit d'initiative,

•Savoir-faire :

- Compétences techniques et juridiques : connaissance des écosystèmes méditerranéens, des techniques de génie écologique et des réglementations concernant la protection de la nature
- Expertise spécifique appréciée (apport à la délégation et au sein de groupes de travail nationaux)
- Maitrise de la conduite de projets : conception et phases opérationnelles
- Connaissance du fonctionnement et des financements des institutions et structures partenaires (administrations, établissements publics, collectivités territoriales, associations, etc.)
- Capacité rédactionnelle
- Savoir rendre compte de son activité
- Connaissances informatiques : maîtrise de Windows et des outils bureautiques

L'agent recruté est amené à se déplacer fréquemment, notamment en véhicule de service. Permis B en vigueur requis.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A à temps complet accessible

- Aux fonctionnaires par voie de détachement (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quais-statut (sou condition de diplôme)

Moyens techniques mis à disposition: véhicule de service, bureau, ordinateur portable et smartphone.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Date de prise de fonction et lieu d'affectation

Le poste est à pourvoir à partir du 15 juin 2022. Il est localisé à Montpellier (34).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation) sont à déposer au plus tard le 16 mai 2022, sur le site internet du Conservatoire : www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques offres d'emplois

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse) :
Cédric BOHUN, délégué de rivages Languedoc Roussillon : Tél : 04 99 23 29 01 ;
c.bohun@conservatoire-du-littoral.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole
14, place de Louvain
B – 1000 BRUXELLES

Assistant(e) au sein du service agricole de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne - Bruxelles **Catégorie B**		
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	La Représentation Permanente est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes. Le Service agricole de cette Représentation assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole. Le ou la Délégué(e) (ci-après nommé le délégué) pour les affaires agricoles représente les autorités françaises auprès des institutions européennes sur les sujets agricoles. Il est porte-parole de la France au Comité spécial Agriculture (CSA), instance qui prépare les réunions – généralement mensuelles - du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE. Le Service agricole participe à la préparation de ces réunions, et rédige en outre les comptes rendus des débats du CSA, du Conseil et de la Commission agriculture du Parlement européen. Ses membres participent également à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et, le cas échéant, à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets agricoles européens. Ils sont amenés à avoir des contacts fréquents avec les fonctionnaires de la Commission européenne, les membres de la Commission Agriculture du Parlement européen, et les délégations des 26 autres Etats Membres de l'Union européenne, ainsi qu'avec des représentants de la société civile (syndicats agricoles en particulier).	
Objectif du poste	Assurer le secrétariat du Délégué pour les affaires agricoles européennes et de l'adjointe en charge des relations avec le Parlement européen, au sein d'une équipe de trois assistantes.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Secrétariat classique (gestion des appels téléphoniques, de l'agenda et prise des rendez-vous, suivi du courrier, organisation des réunions, des déplacements et des missions de la Déléguée) - Préparation de dossiers (CSA, Conseil...) - Organisation de la venue du Ministre et de sa délégation aux Conseils de l'agriculture de l'UE, en collaboration avec la cellule diplomatique du Cabinet du Ministre et le service administratif de la Représentation permanente - Secrétariat de la délégation française lors des Conseils agriculture de l'UE, en alternance avec les deux autres assistantes, à Bruxelles ou à Luxembourg - Organisation de réceptions et d'évènements (pour le compte du Ministre, du Délégué et du service) - Eventuellement, établissement des notes diplomatiques dans le logiciel Diplomatie et envoi des comptes rendus (gestion des listes de diffusion) - Tenue de la comptabilité (gestion des factures, établissement des frais de mission de tous les agents du service…) - Tenue de tableaux (base de données des réunions CSA et Conseils, congés des agents du service, planning de la salle de réunion) - Gestion des fournitures	
Champ relationnel du poste	- Les Représentations permanentes des Etats membres de l'UE - Le Cabinet du Ministre - Les services de l'administration centrale, notamment DGPE - Les Cabinets des Commissaires européens à Bruxelles - Les Institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement) - Les organisations professionnelles	
Compétences liées au poste	**Savoirs** Maîtrise de l'anglais (possibilité de prendre des cours) Maîtrise des outils bureautiques : Word, Excel, Open Office, de la messagerie Outlook et de la navigation internet ; apprentissage de l'utilisation de logiciels spécifiques (Diplomatie, portail des délégués…). Connaissance du MAA indispensable Connaissance du fonctionnement de l'Union européenne appréciée	**Savoir-faire** - Discrétion et sens de l'organisation - Capacité à gérer dans l'urgence - Disponibilité - Réactivité et esprit d'initiative - Sens du contact - Capacité à travailler en équipe - Rigueur (tenue de la comptabilité) - Qualités rédactionnelles
Personne à contacter	Madame Virginie JORISSEN, Déléguée pour les affaires agricoles européennes – virginie.jorissen@diplomatie.gouv.fr - Tel +32 2 229 83 73	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

OFFICE NATIONAL DES FORETS
DGA - SRHAG

Résidence administrative : Maisons Alfort (94)

Chargé des relations avec les collectivités territoriales au sein de la DRIOM de la DG ONF

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 16281

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Classement du poste : A3</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>La direction des relations institutionnelles, de l'outre-Mer et de la Corse (DRIOM) de la DGONF est chargée du dialogue avec les élus, notamment avec la Fédération nationale des communes forestières, les associations d'élus locaux et avec les partenaires de la filière forêt-bois.

Elle organise le travail des instances partenariales avec les communes forestières (Commission nationale de la forêt communale, Comité consultatif de la forêt communale, groupe de liaison ONF- FNCOFOR) ainsi que sur les enjeux ultramarins (Comité consultatif des forêts d'outre- mer). La direction prépare et s'assure du bon déroulement des instances de gouvernance nationales de l'Etablissement (Conseil d'Administration…).
Elle appuie les directions et agences territoriales dans leurs relations avec les partenaires locaux.

Elle est chargée des relations internationales de l'ONF, en liaison avec ONF International. Elle exerce une veille active sur les politiques européennes en matière d'environnement et de forêt, représente l'ONF au sein d'EUSTAFOR.

Elle appuie les directions territoriales dans la mobilisation des fonds européens et régionaux. Elle anime à ce titre le réseau interne de référents régionaux pour coordonner les partenariats avec les régions et les interprofessions régionales.

Elle a autorité sur les directions d'outre-Mer et de Corse.

Elle est en charge de l'animation et du pilotage de la stratégie de responsabilité sociétale (RSE) de l'Etablissement.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Renforcer le partenariat avec la FNCOFOR et plus largement les relations avec les instances représentatives des collectivités qui sont impliquées dans la filière forêt bois (départements et régions)</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>En appui à la directrice des relations institutionnelles, de l'outre-Mer et de la Corse, le/la chargé(e) des relations avec les collectivités territoriales exerce les missions suivantes :
- Organiser le travail de partenariat avec les collectivités forestières en interne et en liaison avec la FNCOFOR : être à l'écoute des besoins au niveau national et dans les territoires, identifier les causes de dysfonctionnement, être force de proposition pour les</td></tr>
</table>

	résoudre ; assurer le suivi des actions de la convention FNCOFOR/ONF ; actualisation de la charte de la forêt communale. - Organiser les réunions du comité consultatif des forêts communales du conseil d'administration ; - Animer le réseau de coordination interne en matière de forêts des collectivités, du réseau des référents communaux au sein des territoires et participation au réseaux métiers de l'établissement ; - Pilotage des projets transversaux sur la gestion des forêts publiques, notamment en matière de supports d'échanges avec les élus (informationnel communal, publications, formation, etc.) ; - Assurer en lien avec la DSI la conception et le développement des futurs modules du portail des collectivités ; - Contribuer à la publication des références sur les forêts des collectivités (collection « l'élu forestier », charte de la forêt communale, bilan patrimonial, site internet « communes forestières ») ; - Assurer la représentation de l'ONF au sein de l'interprofession France Bois Forêt pour certains projets et communication ; - Elaborer et mettre en œuvre la stratégie d'influence ; - Animation fonctionnelle.
Champ relationnel du poste	En interne : - Directions centrales - Directions territoriales et régionales A l'externe : - Les collectivités forestières et leurs représentants, ADF et Région de France, EPCI

Compétences liées au poste	**Savoirs – Savoir-faire**	**Savoir-être**
	- Formation ingénieur et économique - sens politique - connaissance des acteurs de la filière forêt bois - connaissances des élus et du fonctionnement d'instances représentatives - Expertise en matière de politiques publiques, si possible forestières - Connaissance des spécificités de la gestion des forêts des collectivités - A minima maîtrise des outils bureautiques, idéalement des logiciels de PAO - Capacités à conduire des projets multi-acteurs - Sens du travail en réseau, capacité à repérer et animer les compétences - Capacités de synthèse et de présentation orale et écrite, qualités	- Excellent relationnel, adaptation à différents interlocuteurs - Rigueur - Réactivité - Créativité - Anticipation - Sens du dialogue et des responsabilités

	rédactionnelles - Qualités d'encadrement	
Personnes à contacter	Contact RH : Bertrand MULLARTZ, Délégué aux cadres supérieurs 01.40.19.59.42 _ bertrand.mullartz@onf.fr Contact manager : Nathalie BARBE, Directrice des relations institutionnelles, de l'outre-Mer et de la Corse 06.26.73.73.44 _ nathalie.barbe@onf.fr	